

Un nouveau contrat social

Crise >> Relance >> Résilience

Le monde est face à une récession massive. Dans un trop grand nombre de pays, le contrat social a été rompu, laissant les travailleurs sans aucun filet de sécurité pour leurs droits, leur protection sociale ou le travail décent. De même, trop de gouvernements ont directement porté atteinte aux droits des travailleurs, aux salaires et aux conditions de travail ou n'ont pris aucune mesure pour les protéger.

Le monde est confronté à la convergence de multiples crises, alors que les institutions mondiales ayant pour mission de protéger et renforcer les droits, l'égalité, la croissance inclusive et la stabilité mondiale sont au plus mal. Ces institutions doivent être renforcées et être recentrées sur les réponses à apporter aux populations et à la planète.

L'OMS a démontré son utilité dans la réponse mondiale à la crise de la Covid-19 mais, malgré cela, la science doit demeurer à la base de la gestion des risques sanitaires et garantir un accès universel au traitement, sans compromis politique.

L'OMC gouverne un modèle de commerce mondial qui a échoué, tant pour les populations que pour leur environnement.

Et les institutions issues des accords de Bretton Woods se sont largement écartées de leurs mandats en encourageant les mesures d'austérité et les réformes structurelles néolibérales, ainsi que les intérêts des pays dominants et la cupidité des entreprises. Cela doit changer.

L'OIT – et son système tripartite unique – se révèle aussi indispensable aujourd'hui qu'à l'époque où elle a donné naissance au contrat social. Mais les entités qui la constituent aujourd'hui devront se montrer tout aussi engagées en faveur d'un socle mondial des droits et de la prospérité partagée que l'étaient ses fondateurs en 1919 et les protagonistes de la Déclaration de Philadelphie en 1944 réaffirmant ces principes.

Dès lors que 60% des travailleurs dans le monde sont employés dans le secteur informel, n'ayant ni droits, ni salaire minimum, ni protection sociale, et que 40% des travailleurs du secteur formel occupent des emplois précaires, il nous est permis d'affirmer sans ambages que nous assistons à un véritable effritement du contrat social. Le travail décent pour tous les travailleurs doit être le pilier fondamental des plans de relance. D'autre part, les Objectifs de développement durable (ODD) restent le meilleur des cadres pour la résilience, couvrant à la fois le travail décent, les services publics, la protection sociale, l'égalité et la justice climatique.

LE MODÈLE ÉCONOMIQUE MONDIAL A ABANDONNÉ LES TRAVAILLEURS ET LEURS FAMILLES.

Même avant la pandémie de Covid-19, le fossé des inégalités – revenu, injustice raciale et discrimination fondée sur le genre – contribuait déjà à un climat de colère, marqué par l'agitation sociale et la méfiance à l'égard de la démocratie. Outre les destructions dues aux événements météorologiques extrêmes résultant du changement climatique, les risques pour les économies et les sociétés étaient déjà manifestes. Ajoutons à cela que nous sommes confrontés à des choix associés aux meilleurs comme aux pires impacts des technologies, où la primauté du droit est inexistante.

La crise sanitaire de la Covid-19 a provoqué un bouleversement économique et engendré un taux de chômage d'une ampleur inimaginable il y a quelques mois.

CONTINUER AINSI EN FERMANT LES YEUX EST INACCEPTABLE

Nous devons envisager une reprise qui restaure le contrat social entre les gouvernements et la société, ayant comme fondement la résilience, afin de pouvoir résister aux chocs futurs. Cet objectif pourra uniquement être atteint si la planète et ses habitants sont mis sur un pied d'égalité avec l'économie.

Le mouvement syndical mondial appelle les gouvernements à mettre en œuvre des plans pour la relance et la résilience, accordant une place centrale aux éléments suivants:

Emplois, sécurité d'emploi, droits, sécurité et protection sociale

- Protection et création d'emplois.
- Protection des revenus, salaires minimums de subsistance, revenu de base pour les travailleurs de l'économie informelle, les personnes malades et sans emploi.
- Droit universel à la liberté syndicale et à la négociation collective.
- Santé et sécurité au travail, notamment des normes et des dispositions mondiales pour la santé sur le lieu de travail, considérées comme un droit fondamental.

Égalité et inclusion

- Participation à une économie qui soit égalitaire pour les femmes, l'ensemble des groupes raciaux et les jeunes travailleurs, et protection de tous les individus contre la discrimination.
- Protection sociale universelle pour renforcer la résilience, également pour les travailleurs de l'économie informelle.
- Financement adéquat de services publics universels dans les secteurs de la santé, de l'éducation et des soins.
- Transition juste pour le climat et la technologie.

Réglementation du pouvoir économique

Les aides publiques/étatiques aux entreprises doivent être assorties de conditionnalités. Celles-ci doivent également être intégrées aux contrats de marchés publics.

- Pas de recours aux paradis fiscaux ou au rachat d'actions par les actionnaires.
- Droits fondamentaux, y compris la liberté syndicale et le droit à la négociation collective.
- Salaire minimum de subsistance.
- Garanties en termes de santé et de sécurité.
- Obligation de diligence raisonnable pour les droits humains et les normes environnementales.
- Mesures pour le dialogue social et la transition juste décidées en concertation avec les travailleurs et leurs syndicats.

Cela nécessitera un financement national et mondial pour la relance et la résilience ne pouvant être garanti durablement qu'au travers de la restauration de la confiance dans les démocraties et d'une réforme radicale du multilatéralisme.

Le financement de la relance ne doit pas se faire au détriment des travailleurs ou des services publics

Ces plans de relance devront se traduire par des investissements significatifs dans l'emploi: infrastructures; politiques industrielles pour la transition climatique; secteur public de la santé, de l'éducation, des soins et des transports; développement et restauration des écosystèmes; agriculture durable; et connectivité numérique pour tous.

Cela nécessite également une solidarité mondiale pour garantir que les pays vulnérables disposent d'une marge budgétaire suffisante et bénéficient d'un soutien financier direct pour façonner un avenir meilleur pour chacun d'entre nous.

Solidarité

- Étendre à deux ans l'allègement de la dette pour les pays les plus pauvres et les plus vulnérables, l'unique condition étant d'investir dans les Objectifs de développement durable (ODD).
- Conclure un accord élargissant le champ d'application des droits de tirage spéciaux (DTS), avec échanges de liquidité pour le développement, alignés sur les ODD.
- Créer un fonds mondial pour la protection sociale avec une garantie de cinq ans pour les pays les plus pauvres, afin de lutter contre la misère, créer des emplois et renforcer la résilience.

Mesures pour stimuler l'emploi et la transition juste

- Des mesures de relance radicales et durables sont nécessaires et requerront une approche ciblée à moyen et long terme de l'investissement, accompagnée d'une approche à moyen et long terme de la dette.
- Cela nécessitera également de restaurer et de renouveler les systèmes de taxation pour permettre d'investir dans les emplois du service public et de l'industrie, avec une politique industrielle pour le développement durable et inclusif.
- Des mesures de taxation sont nécessaires pour fixer un seuil minimum d'imposition des sociétés, éliminer les paradis fiscaux et les activités commerciales illicites, ainsi que de nouveaux mécanismes tels que la taxe sur les transactions financières tant attendue, la taxe numérique et l'impôt sur la fortune.
- Il est également essentiel de lutter contre la corruption, au travers d'un État de droit fiable.

Ces mesures nécessiteront une réforme et une réglementation des agences de notation, une révision des mandats des institutions financières internationales pour assurer le développement, les droits sociaux et l'inclusion, ainsi qu'une révision des mandats des banques centrales pour mettre un terme à la dissonance entre la stabilité des prix et les responsabilités cruciales en matière d'emploi et d'action climatique.

Il est essentiel d'agir en faveur de ce cadre de relance, afin de renforcer la résilience et faire en sorte que les populations et la planète soient alignées sur l'économie. C'est à cette seule condition que la confiance en la démocratie pourra être restaurée et ouvrir la voie à un nouveau contrat social.

Les syndicats s'engagent à organiser des lieux de travail à l'épreuve du climat et de l'emploi, tandis que les fédérations syndicales nationales mèneront des campagnes pour que les gouvernements améliorent et maintiennent durablement les progrès réalisés en faveur des travailleurs et leurs familles durant la crise de la pandémie et tirent parti de ces acquis pour l'emploi, les salaires et la protection sociale. Au niveau international, la CSI et la TUAC travailleront ensemble pour réformer le multilatéralisme, améliorer la cohérence et la solidarité et assurer le renouvellement ou le renforcement des règles et normes internationales.

→ **DÉMOCRATIES POUR LES CITOYENS – PROGRESSIVE ET INCLUSIVE**

→ **UN NOUVEAU CONTRAT SOCIAL**

→ **NOTRE TRAVAIL À L'ÉPREUVE DU CLIMAT ET DE L'EMPLOI ET UNE TRANSITION JUSTE**